



Je t'écris cette lettre comme on sonne une alarme...

Cher adhérent, cher collègue,

L'atmosphère empuantie par le Front national nous monte au nez. Le Pen n'est plus seulement cette fille à papa illuminée homophobe et raciste, qui organise des processions à Jeanne d'Arc et parle du bon vieux temps de l'Algérie française et du « Maréchal ». Elle reprend le chemin de la subversion identitaire de l'extrême droite.

C'est un cocktail d'insultes racistes les plus grossières qui circulent grâce à la complaisance des fournisseurs d'accès à Internet, d'antisémitisme traditionnel que Dieudonné et Alain Soral pratiquent dans l'hystérie la plus compulsive, d'affirmations malades du rejet de l'immigration et des Roms. Toutes les grossièretés les plus infâmes se déversent en toute impunité. Ces gens-là ont fêté le naufrage du bateau d'immigrés à Lampedusa comme ils trouvaient que les otages libérés du Mali avaient un look trop arabe...

L'extrême droite, partout, relève la tête et s'infiltré dans les rangs des manifestants pour y pratiquer la technique de la provocation bien connue de certains services de police.

Mais c'est bien l'absence du mouvement social qui fait effet de loupe grossissante : l'extrême droite ne nous paraît grande que parce que nous sommes à genoux. Relevons-nous !

Nous savons que le Medef ne veut rien payer : ni l'impôt car il pratique l'évasion fiscale comme sport quotidien, ni les cotisations sociales parce qu'il veut remplacer la Sécu par l'assurance privée, ni les salaires car il organise la concurrence de tous contre tous dans le cadre d'une mondialisation catastrophique.

Son système économique ne marche pas, alors il se crispe sur son privilège principal, le droit absolu de licencier, comme hier les nobles défendaient leur droit à réduire les paysans en servage. Pour le patronat en général, rien n'est plus profitable qu'un chômage de haut niveau, qui lui permet d'imposer par la peur ce qu'il veut.

Le Medef organise donc un tsunami de licenciements, une cascade de fermetures d'entreprises, pendant qu'il fomente la subversion contre l'impôt, par ses transporteurs routiers notamment. Le Medef n'est pas « le mouvement des entreprises de France », mais le syndicat des intérêts des riches, des financiers, des rentiers. Son but est la sauvegarde du profit, pas des entreprises. Sinon pourquoi participerait-il à tant de destructions d'usines et de sociétés.

Le fils Gattaz comme la Sarkozette Parisot défendent violemment leurs intérêts - et leurs caisses noires. Avec quelle arrogance... Mais nous ? Défendons-nous aussi fermement les nôtres ?

Que fait le gouvernement ? Quel grondement permanent contre la personne de Hollande, président élu contre Sarkozy. Mais pour nous, c'est l'orientation et la pratique politiques qui mènent au désastre imminent. Sitôt élu, après avoir prêté allégeance à l'Union européenne, Hollande s'est caché derrière un grand patron, Gallois, pour lancer la croisade nommée compétitivité : baissez le salaire sous toutes ses formes, voilà le mot d'ordre. Quel résultat...

La CFDT sous le bras, le gouvernement a continué l'œuvre de Sarkozy s'agissant de l'emploi : la loi dite ANI, dite encore de sécurisation de l'emploi, permet au patronat de casser les restes du cadre social, et surtout de décider unilatéralement des licenciements et du nom des licenciés. Chantage au travail gratuit, à la baisse des salaires, telle est la loi Medef CFDT Gouvernement.

La puissance de l'État est asservie, réduite à l'accompagnement de la désindustrialisation, de la gestion négative de l'emploi, de la livraison des régimes sociaux aux assurances privées, l'un des piliers majeurs de la finance. La retraite à 43 annuités n'est-elle pas la jumelle de celle de Fillon en 2010 ?

Mais nous n'avons passé ni contrat ni accord avec ce gouvernement, avec lequel nous ne sommes ni pacés ni mariés ! Pourquoi devrions-nous taire nos revendications sous Hollande alors que nous les défendions par milliers dans la rue en 2010 sous Sarkozy ? L'indépendance, au centre de notre syndicalisme, doit s'accompagner d'actes. Ne passons pas en mode furtif, réveillons le mouvement social !

Nous refusons le système des licenciements appliqué à la presse, l'information en général, la publicité et la communication. D'autant que l'hypocrisie est aux commandes, car les directions maquillent leur forfaiture en « plan de départ volontaire ».

Un mouvement national, doté de la force et de la détermination nécessaires, fera reculer la manœuvre patronale contre l'information et son personnel. Car enfin, qui dirige la presse, sinon quelques groupes transnationaux comme Bernard Arnault, Xavier Niel, Crédit Mutuel, Bouygues, Rothschild, Lagardère, Prisma, Publicis... Partons à la reconquête de l'information et de ses emplois !

Nous défendons nos salaires contre la manœuvre d'écrasement en cours. Pour la santé, nous exigeons des complémentaires mutualistes et un régime général redynamisé. Pour le salaire, nous revendiquons un partage des richesses conforme à ce que nous produisons, car nous sommes les seuls à produire des richesses ! Pour la retraite, nous réaffirmons une retraite à 60 ans à taux plein.

Nous voulons ouvrir nos entreprises aux jeunes ! Nous nous battons pour restreindre le droit quasi-monarchique de licencier, et pour la création d'emplois par la réduction du temps de travail et le financement par prélèvement sur les dividendes versés aux actionnaires, ces parasites sociaux.

Cette lettre ? C'est une sirène d'alerte incendie, le glas du tocsin, le coup de sifflet à roulette... Il n'est pas trop tard. Occupons l'espace social qui est le nôtre. Ensemble, défendons-nous. Nous te certifions qu'aucun des syndicats de la Filpac CGT, réunis en comité général du 6 au 8 novembre, n'a signé de reddition. A l'inverse, un pacte a été passé pour assurer la construction du mouvement pour l'emploi, les salaires, la protection sociale.

Cette tâche, nous ne pourrons l'assurer qu'avec toi. Le sens de cette lettre ? Il commence par le S de solidarité.